

Jeunesse et initiatives d'entreprises sociales en France

Jérôme SADDIER

Congrès international du CIRIEC

Buenos Aires – 30 octobre 2014

Un contexte économique « favorable » au développement de ces initiatives

- * un affaiblissement du support de l'intervention publique dans l'économie
 - * un repli individualiste qui n'exclut pas la « bienveillance » (« care ») et la recherche de sens
 - * des besoins sociaux non satisfaits
- une opportunité bien comprise par les pouvoirs publics français

L'économie sociale et solidaire mobilisée dans la stratégie gouvernementale de « sortie de crise »

- * la loi sur l'économie sociale et solidaire de juillet 2014
- * une définition inclusive qui reconnaît et définit les « entreprises sociales »
- une ouverture à une nouvelle génération d'entrepreneurs

Le choix de promouvoir l'entrepreneuriat social chez les jeunes

- * **valoriser de nouvelles formes d'entrepreneuriat en dépassant les statuts « classiques » de l'économie sociale**
 - * **demeurer vigilant quant aux dérives possibles vers le « social business »**
 - * **des réussites dans des secteurs innovants :**
 - *les circuits courts de distribution alimentaire (La Ruche)*
 - *la finance solidaire (Microdon)*
 - *le recrutement des jeunes diplômés issus de la diversité (Mozaïk RH)*
 - *la création d'entreprises dans les quartiers « sensibles » (Agence pour la diversité entrepreneuriale)*
- **un champ d'action pour l'innovation sociale qui a peu de limites**

Le rôle d'une politique publique : lever les difficultés

- * le soutien à la création d'entreprises
 - * l'accès au financement initial
 - * l'accès à la commande publique
-
- valoriser l'engagement dans la création d'entreprises sociales : le programme Jeun'ESS

Un contexte européen favorable à l'entrepreneuriat social

- * la bonne surprise de l'agenda de la précédente Commission européenne : l'Initiative pour l'Entrepreneuriat Social (IES)
 - * après la Déclaration de Strasbourg de janvier 2014 : vers une IES 2 ?
 - * l'appui de Conseil économique et social européen et du Parlement européen
- des politiques publiques dont il faudra mesurer les effets structurels dans plusieurs années